COMITE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE
DALKIA CENTRE-OUEST

PROCÈS-VERBAL de la RÉUNION EXTRAORDINAIRE du 12 NOVEMBRE 2020
en VISIO CONFÉRENCE
N° 11

Direction	P. GORGE, Président V. AMIANT, Adjointe DRH J-L. ROLANT Président CSSCT B. MORAS, Directeur Régional	Présent Présente Présent Présent
Membres	M. ZOUAOUI (CFDT) B. PRIEUR (CFDT) D. SIMONNEAU (CFDT) R. MALLARD (CFDT) F. ELISAS (CFDT) J. TANGUY (CFDT) P. DRZEWECKI (CFE-CGC) A. MAUBLANC (CFE-CGC) M. RAPHALEN (CFE-CGC) S. A. BREUIL (CFE-CGC) H. PERDRIAUD (UNSA) V. LE PENNUEN (UNSA) M. DARMET (UNSA)	Présent Présent Présent Présent Présent Présent Présente Absent Présente Absent Présente Absent remplacé par C. DENIAU
Représentants Syndicaux	V. BRAYERE (CFDT) C. MARCHAND (CFE-CGC) A. BRENIER (UNSA)	Présente Présent Présent

Début de séance 9 h.

1) Conséquences des nouvelles mesures sanitaires et du protocole actualisé

- J-L. ROLANT :

État des lieux au 12/11/2020 :

7 cas avérés dont 5 en cours

- ✓ 4 en Centre Val de Loire (3 en cours)
- ✓ 2 en Pays de Loire (1 en cours)
- ✓ 1 en Bretagne (1 en cours).

5 cas contact « pro » : 4 négatifs et 1 positif.

Dernières évolutions à l'intérieur de l'entreprise :

Le Ministère du Travail a publié le nouveau protocole sanitaire national. Ce dernier reprend l'ensemble des dispositions annoncées par le gouvernement, notamment les précisions apportées sur l'étendue du télétravail et en particulier en complément de la solution télétravail à 100 % qui devient la règle pour les activités qui le permettent, la possibilité laissée aux employeurs de prévoir un temps de présence en entreprise pour l'exécution des tâches qui ne peuvent être réalisées en télétravail.

Ce qui ne change pas :

- ✓ Les gestes barrière (lavage des mains, pas de contact physique, nettoyage régulier, ventilation des locaux) restent de mise pour assurer la meilleure protection collective.
- ✓ Au moindre symptôme, il convient de rester chez soi, consulter et se faire tester.
- ✓ Traçabilité des événements dans le portail COVID par le service RH sur remontée d'informations des Top Managers.
- ✓ Traçabilité des statuts par les Top Managers.
- ✓ Gestion des cas : fiche réflexe à appliquer par les managers
 - Test
 - Isolement
 - Recensement des cas contacts dans l'entreprise.

- D. SIMONNEAU : Qu'est-ce qu'on entend par la "traçabilité des statuts par les Top Managers" ?
- J-L. ROLANT : Ce qu'on appelle le statut dans le portail de suivi Covid, c'est la situation de travail dans laquelle les gens sont. Les statuts sont par exemple : présence physique permanent, travail à distance permanent, travail à distance avec dérogation pour aller de temps en temps sur les sites.
- B. MORAS : Ce qu'on appelle le Top management, c'est l'ensemble des collaborateurs rattachés au CODIR (N-1).
- M. ZOUAOUI : Où vont les données collectées et que fait-on de ces données ?
- J-L. ROLANT : On les garde le temps de la gestion de la crise. En termes de conservation, pour l'instant, elles sont dans le système Dalkia. On aura vraisemblablement à un moment ou un autre la consigne de détruire ces données qui sont d'un caractère personnel. Pour l'instant, elles ne servent qu'à suivre la traçabilité et la gestion de la crise.

Masques :

Obligation de porter un masque en tout lieu de l'entreprise lorsqu'il y a présence de plusieurs personnes dans le même local (salles de réunions, circulations, espaces de convivialité, bureaux collectifs, ateliers...), quelque soit la surface du local ou les protections physiques en place. Autrement dit, port du masque obligatoire partout dans l'entreprise sauf dans les bureaux individuels.

Les masques étant considérés comme des EPI à la charge de l'employeur, les seuls masques autorisés pour cet usage sont les masques chirurgicaux jetables, mis à disposition sur chaque site par les référents EPI identifiés.

Nouvelles modalités d'approvisionnement :

- ✓ Masques chirurgicaux approvisionnés en Central (inchangé).
- ✓ Toutes les commandes de solutions hydro alcooliques, lingettes désinfectantes, masques FFP2, FFP3 et gants nitrile sont désormais réalisables directement par les centres opérationnels.
- ✓ Afin de poursuivre notre suivi via le portail COVID et afin d'éviter toute dérive, les responsables EPI doivent suivre le process décrit dans le document « EPI COVID 19 » mis à disposition par l'équipe QSE de la région.
- ✓ À titre dérogatoire, pour prendre en compte les situations de handicap, l'utilisation de masques dits « inclusifs » est autorisée, sous réserve qu'une charte soit co-signée par l'équipe du collaborateur concerné. Les salariés concernés doivent se signaler.

Attestations de déplacement :

- ✓ Les justificatifs de déplacement employeur pré-remplis sont mis à disposition (ne nécessite pas d'attestation de déplacement complémentaire).

Accès à l'activité partielle pour les personnes dites « vulnérables » :

- ✓ Retour à la situation initiale antérieure au 30/08/2020.
- ✓ Échange individuel avec les personnes pré-identifiées lors du 1^{er} confinement.
- ✓ Information générale des salariés par messagerie.

Conditions de l'activité partielle :

- ✓ Celle du 1^{er} confinement (l'accord est valable jusqu'au 31/12/2020).

- *Le Président : Un nouveau décret est paru dans la nuit et je pense qu'on aura des précisions sur notre Direction Santé et Sécurité dans la journée.*
- B.PRIEUR : Sachant que l'accord est applicable jusqu'au 31/12, s'il s'agit d'une personne en activité partielle, on ne lui reprend pas les 7 jours ? L'accord ne prévoyait pas la multiplication.
- *Le Président : Dans le cadre des négociations que vous êtes susceptibles de mener, je ne peux pas préjuger de ce que vous direz. Mais pour l'instant, il n'y a que ceux qui n'auraient pas déjà eu l'application de cette mesure qui seront concernés.*
- B.PRIEUR : En cas de sites fermés pour fermeture administrative, on avait demandé, puisqu'on est en pleine saison de chauffe, de privilégier le redéploiement pour le personnel en attendant que la situation soit meilleure. On n'est pas en peine d'avoir du travail aujourd'hui et ça serait mal perçu aujourd'hui de mettre des gens en activité partielle, hors maladie, pendant qu'on a une charge de travail importante. On avait demandé, en complément, si la personne devait changer de secteur, de ne pas la mettre dans la boucle d'astreinte du jour au lendemain.
- J-L. ROLANT : L'activité partielle à l'échelle de la région aujourd'hui, concerne 0 personne. Sur la Région, nous n'avons pas, à cette date, de site fermé qui nous contraigne à redéployer de l'activité. Si c'était le cas, ce qui a été identifié, c'est que prioritairement les gens qui seraient libérés de leur activité habituelle (techniciens) pourraient être redéployés sur des postes à pourvoir où des activités plus saisonnières, on n'est pas en manque. Dans ce cadre, si une personne devait changer temporairement de poste, ça nécessitait un accueil spécifique à son nouveau poste.

- M. ZOUAOUI : Au niveau des personnes dites « vulnérables » il n'y a aucun salarié qui est en activité partielle ?
- J-L. ROLANT : Je me suis mal exprimé. Ce que je vous ai dit, c'est qu'en activité partielle économique, à la demande de l'entreprise, il n'y avait personne de concernée dans la région. Par contre, en ce qui concerne les personnes dites « vulnérables », il y a des cas.
- V. AMIANT : Des salariés se sont déclarés personnes « vulnérables » en nous transmettant un certificat d'isolement et sont donc en activité partielle: 4 pour Dalkia et 1 pour Climatelec. C'est un dispositif différent du dispositif lié à des raisons économiques (60 % de la rémunération brute).
11 personnes dites « vulnérables » ne sont pas en activité partielle alors qu'elles l'étaient lors du 1^{er} confinement.
- M. ZOUAOUI : S'il y a des personnes dites « vulnérables » qui peuvent quand même exercer en télétravail, quel est leur nombre ?
- V. AMIANT : On n'en connaît pas le nombre. Il y a des salariés qui ne veulent pas s'identifier.
- M. ZOUAOUI : Cependant, il y en a peut-être aussi que l'on se doit de « préserver » parce que nous savons qu'elles ont telle ou telle pathologie et qu'on leur propose un aménagement de poste.
- *Le Président : Est-ce qu'il y en a parmi celles qui ont fait connaître leur situation, des personnes qu'on aurait pu placer en télétravail ? Car l'activité partielle pour ces personnes-là ne s'envisage que dans l'hypothèse où elles ne peuvent pas télétravailler à 100 %.*
- V. AMIANT : C'est le cas par rapport à des personnes qui ont été identifiées lors de la première vague.
- M. ZOUAOUI : Concernant les 11 personnes identifiées en tant que personnes dites « vulnérables » lors de la première vague, ça m'interpelle qu'on n'en ait que 4 en activité partielle actuellement.
- *Le Président : Les autres ont pu précisément faire l'objet soit d'un aménagement de poste, soit d'un télétravail.*

• J-L. ROLANT :

Organisation du travail :

- ✓ Le travail opérationnel est maintenu sur les sites, dans la continuité des règles existantes.
- ✓ Continuité de la présence managériale assurée sur les sites qui restent ouverts, y compris support aux opérations.

Pour les autres activités :

- ✓ Le télétravail est prescrit pour tous les postes qui le permettent, avec organisation systématique de points de rencontre à distance (ou en présence si nécessaire) pour le maintien du collectif y compris interfilières.
- ✓ Les réunions à distance sont la règle et les réunions physiques sont l'exception (arbitrages directeurs de filières ou CODIR pour l'interfilière) :

Sont maintenus en présentiel :

- Réunions de mobilisation Cap Dalkia Centres Opérationnels (sans repas)
- Focus Groups secteurs (sans repas)
- Formations habilitations et sécurité
- Formations techniciens D@ctech
- VSH et audits sous-traitants.

Sont adaptées en distanciel :

- Réunions territoriales Cap Dalkia
- Formations nouveaux embauchés (partie sécurité).

Sont reportés :

- Formations SMI/référentiel (dates à définir)
- Top Management 16 et 17/11 reportées aux 21 et 22/01
- Lancement Contrat Managers (date à définir)
- Formations nouveaux embauchés (partie Région/SMI).

Opérations « terrain » :

Cas spécifique des interventions dans les logements :

Dans le cadre de la période de chauffe, les interventions dans les logements seront maintenues (hors campagne de relevés de température contractuels).

En revanche, les procédures d'intervention sont modifiées comme suit :

- ✓ Information préalable des occupants (message de pré-décroché).
- ✓ Un message d'information/sensibilisation sera diffusé à toutes les personnes contactant le CRC de manière automatique et systématique :
 - « Les équipes de Dalkia restent mobilisées pendant cette période de crise sanitaire. En cas de nécessité d'intervention sur votre site ou votre lieu d'habitation, notre technicien sera doté d'un masque pour assurer votre protection. En retour, il vous sera demandé de porter également le masque et de respecter les gestes barrières pour préserver la santé de notre salarié. Nous vous remercions de votre compréhension. »
- M. ZOUAOUI : Il faudrait rajouter un second message, dans les mêmes termes que le CRC de manière automatique, par les dispatcheurs informant également le client à la prise de RDV.
- J-L. ROLANT : Je ferai passer le message.
 - ✓ Vérification préalable des conditions d'intervention par le CRC :
 - Avant tout déclenchement d'une demande d'intervention par un bénéficiaire de l'habitat, le CRC l'interrogera afin de demander si une personne atteinte ou personne cas contact se trouve dans le logement.
 - Dans ce cas, un report de l'intervention pourrait être envisagé. S'il s'agit d'une situation d'urgence, alors l'intervention se fera dans le strict respect des gestes barrières (personne isolée au sein du logement, respect des distances, port du masque, aération...).

Cas des sites clients concernés par une fermeture :

- ✓ S'agissant des sites concernés par des décisions administratives de fermetures (Établissements Recevant du Public, piscines, salles de spectacles, parcs d'attractions...) ou des sites concernés par des fermetures sur décision du client (sites tertiaires par exemple), les conditions de maintien des prestations seront évaluées au cas par cas.
- ✓ Les salariés affectés aux établissements clients visés par une décision administrative de fermeture seront selon le cas :
 - maintenus sur site pour assurer la conduite et/ou la mise en sécurité des installations ou réaliser des maintenances préventives,
 - réaffectés sur d'autres contrats,
 - placés en activité partielle.
- ✓ En cas de réaffectation temporaire, accueil sécurité systématique au niveau poste.
- ✓ Nécessité d'un accord préalable pour les collaborateurs protégés.
- M. ZOUAOUI : Les Etablissements Recevant du Public sont fermés mais y-a-t-il des clients qui ne veulent pas que les techniciens puissent faire leur gamme de maintenance, exemple cinémas, piscines... ?
- J-L. ROLANT : La plupart des ERP type « administrations » sont ouverts. Les piscines sont ouvertes pour les scolaires donc on assure la maintenance habituelle. Les seuls cas dont j'ai entendu parler, où on a eu des interdictions d'accès, c'est en Vendée, où il y a 1 ou 2 EHPAD dont la direction nous a dit de ne plus venir car plusieurs cas de Covid.

Précisions concernant les repas et autres moments de convivialité :

Pots : interdits en toute circonstance.

Pauses café : autorisées debout avec respect des distances sanitaires dans les salles de pause, durée limitée.

Repas collectifs : autorisés dans le seul cadre de réunions de travail/formations sous la forme de plateaux repas pris individuellement (autorisation de déjeuner sur son poste de travail).

Repas individuels sur site : autorisés individuellement, en désinfectant les tables entre les repas (rappel consignes livrets individuels). La jauge des espaces de restauration est **ramenée à 1 personne** (autorisation de déjeuner sur son poste de travail).

- M. ZOUAOUI : Les télétravailleurs bénéficient-ils des tickets restaurant ?
- *Le Président : Les mêmes règles que celles énoncées lors du premier confinement s'appliquent.*
- M. ZOUAOUI : Les personnes en présentiel bénéficient toujours du ticket restaurant et pas celles qui sont en télétravail ?

- V. AMIANT : Les personnes qui sont en présentiel en bénéficient si elles étaient déjà éligibles, mais quand elles sont en télétravail, elles n'en bénéficient pas.
- M. ZOUAOU : Quelqu'un qui vient, car il a une réunion le matin en présentiel, ne pourra pas bénéficier de son ticket restaurant si le midi elle retourne chez elle ?
- *Le Président : La réponse est négative. Il faut qu'il y ait une amplitude horaire incluant la pose méridienne.*
- B. PRIEUR : Sur Tours, il y a des cas positifs. Retraces-t-on s'ils ont fait des interventions dans des appartements ? Et demande-t-on aux gens d'aller se faire tester suite au passage du technicien Dalkia qui avait été testé positif ?
- J-L. ROLANT : Nous sommes responsables de ce qui se passe dans l'entreprise. L'enquête autour d'un cas positif qui est un salarié de Dalkia et qui relève des contacts hors de l'entreprise, c'est l'ARS qui la mène. L'entreprise ne déclare rien à l'ARS. L'ARS suit les cas positifs. En principe, ils organisent un contact avec les personnes positives pour savoir avec qui elles ont été en contact pour identifier les cas contact. Pour ce qui concerne le cercle à l'intérieur de l'entreprise, c'est nous qui faisons l'enquête pour aller le plus vite possible. De fait, on n'a pas donné de consigne sur le fait de savoir si nos salariés ont pu côtoyer des personnes extérieures à l'entreprise dans le cadre de leur travail. Ce renseignement-là est à communiquer lorsque la personne est contactée par l'ARS.
- B. PRIEUR : Sur Tours, tous les cas contact ne sont pas isolés aujourd'hui ? Il y a des gens qui ont travaillé autour des personnes qui étaient positives, car il y a eu toute la période avant d'être positif et qui ont peut-être été contaminants. Il y a quand même plusieurs personnes aujourd'hui qui attendent leur test ou qui vont le faire mais qui ne sont pas isolés.
- J-L. ROLANT : La règle c'est : si on a un cas positif, le cas positif est mis à l'isolement. On regarde 48 h avant avec qui il a été en contact (**croiser quelqu'un le matin à l'embauche sans contact, sans avoir partagé la même tasse, sans se serrer la main, ce n'est pas un cas contact. Par contre, si vous avez partagé un repas avec la personne rencontrée, ou partagé des outils non désinfectés entre 2 usages, c'est un cas contact**). Si on identifie un cas contact, on le met à l'isolement pendant 7 jours et à l'issue des 7 jours, il se fait tester pour vérifier qu'il n'a pas développé la maladie.
- P. DRZEWECKI : Concernant la désinfection, ne serait-il pas judicieux de refaire un appel ?
- J-L. ROLANT : Oui, je vais faire une communication dans ce sens.

En ce qui concerne des cas contact pour lesquels il n'y a pas de télétravail possible (les techniciens), jusqu'ici il y'avait un doute sur la manière de gérer leur situation, et on les mettait à l'isolement. Depuis le 3 octobre, en accord avec la hiérarchie, **le technicien concerné peut demander lui-même, vis-à-vis de la CPAM, une demande d'arrêt de travail en ligne (declare.ameli.fr) et y joindre une attestation sur l'honneur qu'il ne peut pas travailler**. L'arrêt de travail est délivré sans jour de carence et peut-être rétroactif dans la limite de 4 jours si le salarié s'est déjà isolé.

Si on identifie un cas contact et qu'on veut le mettre à l'isolement en attendant les tests, voilà la procédure qu'il faut appliquer.

Communication et traçabilité :

Cette présentation a été partagée avec le Top Management dès la semaine dernière.

Je rappelle qu'il est demandé aux entreprises d'activer **TOUS ANTICOVID**. L'application est disponible en téléchargement sur les smartphones.

Et comme nous sommes repartis avec beaucoup de télétravail et du confinement, nous rappelons l'existence de la cellule d'écoute et de soutien psychologique qui avait été mise en place dès le 1^{er} confinement et qui est toujours active pour accompagner les personnes qui en auraient besoin, **n° vert 0800304040**.

Enfin, nous avons initié une veille vis-à-vis de nos clients et nos partenaires fournisseurs sous-traitants comme lors de la 1^{ère} vague.

- B. PRIEUR : Avez-vous le nombre de personnes en télétravail total ou partiel dans la région ?
- V. AMIANT : Il faut que les managers aient bien rempli le portail Covid, ce qui n'est pas le cas actuellement.
- *Le Président : Nous redonnerons des directives pour que ce chiffre soit fiable, précis et tenu à jour.*
- B. MORAS : Lors des réunions avec le Top Management la semaine dernière, on a beaucoup insisté sur la nécessité d'une saisie fiable et exhaustive sur le portail, car c'est ça qui nous permet d'avoir une juste vision de la situation, donc on va continuer à le faire.
C'est impératif qu'on ait cette saisie à jour pour pouvoir correctement piloter.

- *Le Président : Un point de précision, parce que Thierry BAURE (Directeur Santé-Sécurité) s'est fait l'écho du décret qui est paru dans la nuit du 10. Ce décret reprend l'intégralité des facteurs de vulnérabilité définis par le décret du 5/05/2020 et ajoute un certain nombre de maladies que nous vous communiquerons. Nous rappelons que le placement en activité partielle implique nécessairement que le salarié présente à l'employeur un certificat établi par un médecin. Pour ceux qui avaient déjà eu un certificat sous l'empire du décret du 5/05/2020, les déclarants en vulnérabilité, comme la liste des pathologies susceptibles d'être prise en compte a été étendue mais en reprenant l'intégralité de celles qui existaient, ils n'ont pas besoin de produire une nouvelle attestation médicale.*
- M. ZOUAOUI : L'employeur doit aussi prévenir les risques psychosociaux liés au télétravail. Avez-vous identifié les salariés qui ne supportent pas de devoir travailler chez eux ? Des salariés se sont-ils rapprochés de vous ?
- *Le Président : Je n'ai pas été informé de l'existence de ce type de situation. Pour autant, dans le cadre de cette crise sanitaire, nous n'en sommes pas à gérer des préférences. Ceux qui peuvent travailler à distance, doivent travailler à distance. Il est par contre essentiel de maintenir un lien social avec tous nos salariés. Ceci peut aussi se faire à distance.*
- J-L. ROLANT : Les gens qui avaient des difficultés par rapport à cela se sont rapprochés des managers et les réponses sont multiples. Ça peut être un accompagnement rapproché y compris à distance, ça peut être, dans le cadre des missions au niveau des permanences qu'on est obligé d'assurer, le fait de permettre aux gens de revenir au bureau pour assurer des missions qu'il faut faire. Il n'y a pas de réponse unique. C'est traité managérialement localement. On a bien insisté sur la nécessité de maintenir du contact régulier avec les salariés que ça soit à distance et le cas échéant en présentiel, que ce soit en collectif ou en individuel.
Oui, il y a des personnes qui nous ont signalé que c'était difficile pour elles, pour différentes raisons.
- C. DENIAU : Pour le personnel qui travaille dans les secteurs « santé » et qui doivent effectuer des interventions dans les unités Covid, quelles sont les consignes ?
- J-L. ROLANT : Dans le cas d'interventions dans les secteurs Covid, les protocoles en vigueur sont ceux mis en place par les hôpitaux qui sont connus, partagés et mis en œuvre.
- C. DENIAU : Ces interventions sont-elles identifiées ?
- J-L. ROLANT : Non.
- C. DENIAU : Est-ce que ce serait possible de les identifier ?
- J-L. ROLANT : Si ça doit ce faire, il faut que ça soit une consigne nationale et un modèle national, sinon ça ne marchera pas. Je poserai cette question à la prochaine réunion avec mes collègues des opérations et dans laquelle il y aura Thierry BAURE (Directeur Santé Sécurité de Dalkia).
- C. DENIAU : Dans le cas d'un vaccin de la Covid 19, quelles sont les consignes de la part de Dalkia ?
- J-L. ROLANT : C'est une question qui sera traitée nationalement. Est-ce que Dalkia voudra même en œuvre une politique d'incitation à la vaccination, je n'en sais rien, c'est sûrement une bonne idée, dans quelle mesure on sera capable de la faire et à quelle date, c'est autre chose. Clairement quand le vaccin va arriver, il va d'abord être mis à disposition sur les publics dits « prioritaires ».
C'est un peu tôt pour vous dire mais pas trop tôt pour se poser la question, je remonterai cette question au niveau national.
- S-A. BREUIL : Avez-vous entendu parler des tests avec résultats en 30 minutes qui pourraient désormais se faire en pharmacie à Tours ?
- M. ZOUAOUI : Est-ce que les employeurs pourront proposer aux salariés volontaires des tests antigéniques ?
- J-L. ROLANT : Dans la région, on décline les consignes nationales et celles-ci ne parlent que de tests PCR classiques. Les tests rapides sont aujourd'hui réservés à des domaines très particuliers, qui sont le milieu médical et le milieu scolaire, ça ne concerne pas l'ensemble des entreprises. Si les choses devaient évoluer, il y aurait une évolution des consignes au niveau national. Je poserai également la question à Thierry BAURE.
- M. ZOUAOUI : Concernant les travailleurs intérimaires ou titulaires de contrat à courte durée, comment l'information leur est faite, on leur fournit un livret ?
- J-L. ROLANT : Oui, en principe chaque salarié, quelque soit son statut, a son livret et il est informé sur les consignes dans son accueil sécurité.
- P. DRZEWECKI : Je confirme, on a un alternant qui est sur Châteauroux et il a eu un accueil renforcé avec le livret Covid, au même titre qu'un salarié classique.

- M. ZOUAOUI : Faut-il porter le masque dans le véhicule car certains managers disent aux salariés qu'il faut porter le masque même lorsqu'ils sont seuls dans le véhicule ? Dans le livret, ce n'est pas précisé.
- J-L. ROLANT : Le livret qui a été diffusé est un outil de référence qui est bien fait et qui répond à toutes les questions. Il faut vraiment se ramener à ça, tout est inscrit dans le livret. Il est indiqué, « le covoiturage est possible si la distanciation sociale est respectée, à défaut le port du masque par tous les passagers est préconisé ». Non, pour moi, il n'y a pas d'obligation de port du masque si on est seul dans son véhicule. Je ferai passer le message.
- B. MORAS : On le rappellera, mais le principe de base, c'est que le livret décrit ce qui est prescrit et quand ce n'est pas décrit, c'est que ce n'est pas nécessaire.
- M. ZOUAOUI : Encouragez-vous le téléchargement de l'application « TOUS ANTICOVID », pendant les horaires de travail ?
- J-L. ROLANT : Oui, bien sûr.
- B. MORAS : On l'a rappelé aux managers la semaine dernière.

La séance est levée à 10 h 20.